

Marché Unique Numérique: Etat des lieux et positions de l'Espagne

Mise en situation

Marche Unique du Numérique

Les sujets liés au marché unique du numérique sont largement débattus en Espagne, notamment les aspects liés à la compétitivité, à la digitalisation, au respect de la vie privée et à la formation.

En janvier 2015, le Ministre responsable de l'Industrie, l'Énergie et le Tourisme a communiqué au Commissaire Oettinger la position espagnole sur le Marché Unique du Numérique. L'Espagne met l'accent sur la révision du cadre des télécommunications, la réglementation à niveau européen des plates-formes visant à clarifier leurs rôles et responsabilités, un système fiscal équilibré (qui prévient la délocalisation et l'érosion fiscale), l'intégration dans les cadres internationaux, l'examen des droits d'auteur, la numérisation (haut débit, villes intelligentes, l'économie partagée, compétences) et les droits des citoyens (accroître la confiance et protéger la vie privée). L'Espagne considère nécessaire de réexaminer le cadre réglementaire pour le commerce électronique, et de promouvoir l'émergence d'une industrie 4.0. Finalement, l'Espagne considère prioritaire le développement des compétences numériques aux besoins prioritaires.

Comme Chef d'État espagnol mais également en tant que Prince des Asturies, Philippe VI s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur d'une meilleure intégration des nouvelles technologies dans l'éducation, d'une meilleure formation technologique et de la promotion de l'innovation. La création d'emploi est l'une de ses principales préoccupations.

Droit d'auteur

A. La position de l'Espagne sur la révision du cadre juridique du droit d'auteur au niveau européen:

La modernisation du droit d'auteur a été officiellement introduite dans le programme de travail de la Commission pour 2015.

L'Espagne n'a pas contribué à la consultation publique sur la révision des règles de droit d'auteur dans l'UE, lancée par la Commission entre décembre 2013 et mars 2014.

Cependant, l'Espagne adopte habituellement une approche assez conservatrice en ce qui concerne le droit d'auteur. L'Espagne est favorable à une harmonisation des règles de l'UE lorsque cela s'avère nécessaire. Elle prône une approche équilibrée, prenant en compte les intérêts des titulaires de droits, de manière à être suffisamment attrayante pour eux.

B. Nouvelle loi sur le droit d'auteur en Espagne:

Une nouvelle loi relative au droit d'auteur a été adoptée en Espagne le 4 novembre 2014. Cette nouvelle loi comprend des dispositions sur les éléments suivants: l'exception de copie privée, l'exception de citation pour les agrégateurs de nouvelles en ligne (parfois désignée comme étant la "Google tax"), l'exception pédagogique, de nouvelles règles pour les sociétés de gestion collective, des mesures quant au respect des droits de propriété intellectuelle et des mesures visant à transposer les directives sur la durée du droit d'auteur et sur les œuvres orphelines.

Objectifs de l'entretien

- Présenter les priorités de la Commission concernant le Marché Unique du Numérique européen ainsi que le calendrier à venir.
- Souligner l'importance d'un soutien des États membres à ce projet de marché unique du numérique.
- Avoir un échange de vues sur la position espagnole pour le Marché unique du numérique, en soulignant le potentiel de création d'emploi du secteur digital.

Ligne à suivre

- La création du Marché Unique Numérique est une des priorités de cette Commission, que j'ai présentée dans mon discours politique devant le Parlement Européen.
- Le 6 mai 2015, le Collège présentera sa stratégie qui déclinera des mesures concrètes fondées sur une évaluation claire des obstacles au Marche Unique Numérique.
- A cet effet, j'ai créé une équipe « projet » regroupant les Commissaires qui sont en charge de la préparation de cette stratégie. Cette équipe regroupe notamment les collègues responsables du marché commun, de la justice, des télécommunications et de la concurrence. Elle est dirigée par le Vice-Président Andrus Ansip.
- Nous avons commencé à travailler sur les volets suivants:
 - La confiance dans l'économie numérique
 - La suppression des restrictions aux transactions en ligne.
 - L'accès et la connectivité
 - La promotion de la société numérique
 - L'innovation numérique et la recherche
- En outre, le plan d'investissement annoncé fin 2013 permettra le financement de nouveaux projets dans le domaine du numérique
- Nous allons écouter et consulter avec les parties prenantes dans le cadre de la préparation de notre nouvelle stratégie.
- Le paquet des propositions sera ambitieux et équilibré et permettra d'induire un véritable changement de paradigme en faveur du secteur digital qui est devenu un élément central de l'économie moderne.

Questions du fond sur les défis du Marché Unique Numérique en Europe

- Les technologies numériques et l'Internet sont en train de transformer des secteurs d'activité entiers avec des impacts majeurs sur le marché du travail et la société en général.
- Cependant, dans l'économie numérique, les marchés punissent ceux qui arrivent trop tard. Nous devons permettre aux entreprises européennes de passer à l'échelle supérieure afin de tirer le maximum d'avantages d'un marché intégré.
- Renforcer les acteurs au niveau européen et accélérer l'adoption des technologies numériques, en particulier par les entreprises, est essentiel afin d'assurer que les Technologies de l'Information et de la Communication se développent en Europe et ne soient pas juste consommées.

- L'Europe n'a pas encore un Marché Unique du Numérique. Seulement 14% des PME utilisent internet pour vendre en ligne. Seulement 12% des e-consommateurs font des achats transfrontaliers.
- Un tel marché unique du numérique nécessite un marché réellement unique des télécommunications en Europe, ce qui n'est pas le cas actuellement (marchés nationaux, plusieurs centaines de petits opérateurs)
- Un Marché Unique du Numérique qui fonctionne pleinement signifie un marché unique où:
 - Les consommateurs peuvent facilement effectuer des achats transfrontaliers en ligne, avoir accès à des services numériques (public ou privé) quelle que soit leur provenance dans l'UE, transporter avec eux les contenus légalement acquis, profiter des objets ou des applications connectés, et savoir qu'ils peuvent faire pleinement confiance aux sites ou services en ligne, que ce soit depuis chez eux ou depuis un autre Etat Membre, et tout en étant rassurés que leurs données privées soient hautement protégées.
 - Les entreprises peuvent vendre et acheter via internet sans frontière partout en Europe et sur la base d'un cadre juridique clair.
- Un nouveau et ambitieux paquet pour le Marché Unique Numérique, devra traiter de la fragmentation réglementaire dans les domaines tels que la sécurité de l'Internet, la protection des données et les règles de responsabilité.
- Dans l'ère numérique, les entreprises et PME européennes doivent bénéficier des règles de jeu équitables indépendamment de l'endroit où leur serveur est basé
- Nous devons nous attaquer aux restrictions territoriales ou aux discriminations sur la base du pays de résidence (**géo-blocage**) qui empêchent l'accès transfrontalier aux contenus et services - musique, films et événements sportifs; et nous devons être en mesure de promouvoir l'**interopérabilité** dans les domaines tels que le Cloud, les paiements électroniques et l'internet des objets.
- Afin d'assurer un secteur numérique dynamique en Europe, nous devons également aborder la domination potentielle de **nouveaux intermédiaires** dans l'économie numérique tels que les moteurs de recherche, et les plateformes de commerce numérique et de communication.
- Nos propositions pour un Marché Unique du Numérique doivent être coordonnées au niveau politique le plus haut. Son succès dépendra d'une volonté politique claire puisque l'opposition des groupes d'intérêts sera forte. En même temps, le principe de subsidiarité est essentiel afin d'ajuster l'action au bon niveau territorial.
- En outre, afin que la transformation numérique de l'Europe passe à l'étape supérieure, les États Membres doivent envisager de nouvelles approches notamment un rapprochement important de leurs cadres nationaux par harmonisation ou reconnaissance mutuelle.
- Avec un marché fort de 500 millions de consommateurs, une main-d'œuvre hautement qualifiée et une base industrielle forte et diversifiée, l'Europe a un potentiel de réussite énorme dans l'ère du numérique. Les atouts de l'Europe peuvent être reconvertis en nouvelles sources de croissance en exploitant les technologies transformatrices à travers les industries et les différents secteurs d'activités: Big Data, l'internet des objets, l'informatique en nuage.

- En outre, une utilisation efficace des programmes d'investissement de l'UE aux niveaux national et local tels que les fonds structurels et d'investissements européens sera critique afin d'être en mesure de déployer une infrastructure à large bande et stimuler l'innovation numérique. La stimulation des start-ups numériques et la participation des PME dans le programme européen de recherche et d'innovation Horizon 2020 génèrera également de nouveaux emplois numériques.
- Exemples comme BQ (concepteur et fabricant de téléphones mobiles) ou startups comme Cabify, CartoDB ou Packlink montrent la voie à suivre.

Sur le droit d'auteur

- La Commission a suivi avec intérêt les discussions qui ont mené à l'approbation de la nouvelle loi sur le droit d'auteur en Espagne. Je suis heureux que certains éléments du Plan d'action de la Commission sur le respect des droits de propriété intellectuelle (Communication approuvée le 1er juillet 2014) soient partagés par la nouvelle loi espagnole (par exemple, l'approche "follow the money", avec la participation des fournisseurs de services de publicité et de services de paiement).
- Je compte sur la riche contribution de l'Espagne aux futurs débats sur la modernisation du droit d'auteur à niveau européen.

Points défensifs

OUT OF SCOPE

Note de fond/background

Digital Single Market

Europe's ICT sector is more or less the same size as in the US, at 4 & 5% of GDP respectively (2010 data), which is small compared to the overall economy. However, when taking into account the contribution of ICT in other sectors of the economy, this figure can go as high as 14% in the US and above 7% in the EU. Moreover, 41% of GDP growth in the US in 1995-2007 was led by ICT & complementary investments. The contribution in the EU was only 34%, for a growth figure 1/3 lower.

The vast majority of major players in the digital economy are US corporations: 31 of the top 50 Internet public companies in 2011 were US-based and only 7 were EU-based. Europe is still a leader in some ICT sectors like robotics and embedded systems (31% of world market share in the latter).

Europe has all the assets to succeed in the global digital economy. EU industry has created plenty of regional-scale enterprises, and we are strong in traditional sectors like automobile, pharmaceuticals and biotech.

However, today European technology start-ups and SMEs struggle to reach global scale with a fragmented market, in competition with integrated markets such as North America.

What the Digital Single Market is

A fully functioning Digital Single Market means an area where:

- **consumers** can easily shop on-line without borders, have access to digital services (whether public or private) irrespective of where they originate from in the EU, carry their legally acquired content, enjoy connected objects or apps and feel they can have the same trust in websites or online services from their own MS as from another MS knowing that their private data is highly protected;
- **businesses** do not find it more burdensome to set up, market and provide their goods and services across borders than within their Member State and are able to compete on a level playing field in the online environment on the basis of a clear legal framework.

We do not yet have a Digital Single Market

Only 14% of SMEs use the Internet to sell online. Only 12% of consumers shop across borders. Less than half of Romanian citizens use the Internet while it's 93% in Denmark. The market is fragmented. Consumers are frustrated when they are unable to access digital services in another Member State because of restrictive business practices or legal impediments or because of the complexity and lack of transparency of applicable rules. Legal insecurity, compliance costs or having to pay 5 times more for shipping cross-border than for domestic deliveries stops businesses from growing cross-border and modernising. Some businesses cannot go online at all due to the lack of world class networks across the EU or fail to gain visibility on dominant vertically integrated platforms. A fully functioning digital single market is also necessary for the success of our research based digital industrial strategy (e.g. [data](#), [robotics](#), ['Airbus for chips'](#)).

Economic, social and environmental impacts

A recent [study](#) conducted by the European Parliamentary Research Service estimates that a fully functioning DSM could contribute as much as 2.6% of EU GDP growth per year in the long run, or €340 billion.

Economic aspects of Digital Single Market (in particular the "cost of non-Europe" in this area) are being further analysed in a Commission study.

DG CONNECT and DG MARKT set up a preparatory Task Force to analyse the state of policy development in the Digital Single Market and identify obstacles for businesses and consumers restraining digital services use and deployment in the EU. The Task Force produced a discussion paper which outlines a number of topics that should be addressed in the future policy on the DSM:

- **Regulatory fragmentation** in a number of areas of law that apply to e-commerce, such as security, data protection, legal uncertainty in applicable law & jurisdiction, taxation or liability rules.
- **Territorial restrictions** including issues related to copyright and new means of discrimination in the online environment based on the use of technological solutions such as geo-blocking
- **Access to various online platforms.** The internet was once disintermediation but now new dominant intermediaries and an oligopolistic structure are emerging (e.g.: online marketplaces, search services)
- **Lack of interoperability** in various areas for example as regards cloud computing, online and mobile payments or internet-of-things.
- **Limited cross-border payment options** and high costs of cross border parcel shipping, which prevent consumers from looking for cheaper alternatives of goods in other Member States

1. ON THE SPANISH COPYRIGHT ACT:

The main elements of the new Spanish Copyright Act are the following:

- a) Private copying: The scope of the private copying exception is clarified, and the law maintains the system implemented by the Government in 2012, by which private copying levies are eliminated and replaced by an equitable compensation to be paid from a budgetary allocation in the National Budget of Spain.

Right holders, notably collecting societies, have strongly criticised this scheme and claimed it does not comply with EU copyright law, especially due to the lower amount of the compensation received by collecting societies (they used to receive 90 million euros with the levy-based system, whereas the annual budgetary allocations since 2012 have remained below 10 million euros).

- b) News aggregators (included as "quotation exception"). According to this exception, news aggregators will no longer need an authorisation from the relevant right holders to make news snippets available to the public. This exception is subject to the payment of an equitable compensation to the publishers or authors of the original press articles. This compensation cannot be waived and is subject to mandatory collective management. The exception will not be applicable to images or photographs. For the latter, the exclusive right of the relevant right owners remains.

The exception has raised some questions with regard to its compliance with the EU law (it might be too broad to comply with the so-called three-step test) and the extent to which it may affect the internal market (news aggregators function across borders).

- c) Teaching exception: a broader exception for teaching and research purposes has been provided.
- d) Collecting societies: Although the new Spanish law does not yet implement the recently adopted CRM Directive (deadline for implementation spring 2016), it includes rules on transparency, participation of members of the societies in the elections and management, distribution of revenues, accounting, audit and new rules to establish the tariffs for the use of the collecting societies' repertoires.
- e) Enforcement measures: The "Section Two of the Intellectual Property Commission" (ICP), an administrative body which has the duty of adopting measures on ordering the withdrawal of illegal content or blocking infringing websites, has been empowered with a broader competence.

These measures include:

- Clarification of the role and liability of certain intermediaries in the internet: The ICP may issue orders against intermediary service providers which do not carry out "technical intermediation" (i.e. that are not technical intermediaries protected by the safe harbours of articles 12 to 14 of the e-commerce Directive). This affects the so-called "linking sites", considered as key players in the illegal offer of online content.

- The revised procedure enables the ICP to require intermediary service providers, electronic payment service providers and advertising service providers to cooperate, by interrupting the service they provide to the infringer ("follow the money" approach). Voluntary codes of conduct in this regard are encouraged.

- Amendments to the Civil Procedure Act to facilitate, in the context of preliminary proceedings for a trial, the identification of the natural or legal persons responsible for an allegedly infringing internet service provider.

f) Implementation of the Term and the Orphan Works Directives.

2. EU COPYRIGHT POLICY – STATE OF PLAY

A. Current situation

The EU copyright acquis is a set of ten directives, the main of which is the Directive on Copyright in the Information Society ('InfoSoc Directive'). In addition, the Directive on the Enforcement of Intellectual Property Rights ('IPRED') covers horizontal civil enforcement aspects valid for all forms of intellectual property, including copyright. This acquis provides for a high level of copyright protection and has harmonised the key author and neighbouring rights and, to a lesser degree, exceptions and limitations to copyright. These are listed in EU directives but most of them remain optional for Member States to implement.

The Barroso II Commission developed policy and legislation on a number of specific copyright aspects, including the proposal and adoption of the directives on Orphan Works and on Collective Management of Rights, a Memorandum of Understanding on Out-of-commerce Works and a stakeholder dialogue to foster licencing solutions (Licences for Europe). The often heard argument that the Commission "has not done anything on copyright recently" should therefore be rejected.

There is however a wide expectation, buttressed by the announcements and political guidelines of President Juncker, that the new Commission will introduce further reform proposals covering certain 'core' aspects that have not been revisited since the adoption of the InfoSoc Directive in 2001. The modernisation of copyright has been formally included in the Commission Work Programme for 2015. Such modernisation can be delivered based on a review carried out recently by ex-DG MARKT, including a number of legal and economic studies. This has assessed the functioning of the current framework, the need to adjust certain rules and the impacts of possible changes, in particular on issues such as territoriality of copyright and exceptions. The new Commission will need to decide how to proceed with such reform prospects.

B. State of play of consultation

The Commission carried out a public consultation on the review of the EU copyright rules between December 2013 and March 2014, covering a large number of issues. Almost 10,000 replies were received, including from 11 Member States.

Furthermore, the Council Working Party had some exchanges of views during the Greek Presidency of the EU (first half of 2014). Discussions are also taking place in some Member States (e.g. DE, UK, ES, IE, AT, FI, SK, HR), either around national legislation reforms or the role of copyright and copyright enforcement in the digital economy more generally. The UK, ES and SK have recently introduced changes to their national laws.

In the European Parliament, MEP Pavel Svoboda (EPP, CZ), the new chair of the JURI Committee (which traditionally has copyright in its competences) has set up an inter-group on copyright, while the only Pirate Party MEP, Julia Reda (Greens/EFA, DE) was

appointed rapporteur on an own-initiative report on the implementation of the InfoSoc Directive and has held a series of hearings on the matter. Her draft report was published on 19 January 2015.

C. Main positions of stakeholders, MEPs and Member States

Very different views were expressed during the public consultation by stakeholders, with users and institutional users (consumer organisations, libraries, cultural heritage institutions, etc.) calling for a review of EU copyright rules to facilitate access to content and right holders (authors, publishers, producers, etc.) largely considering that the current rules remain appropriate in the digital environment. Generally speaking, the stakeholder environment is very divided, although positions vary in tone and content depending on the issue at hand. A detailed overview is available in the report of the consultation mentioned above, available here: http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2013/copyright-rules/docs/contributions/consultation-report_en.pdf.

[Redacted text block]

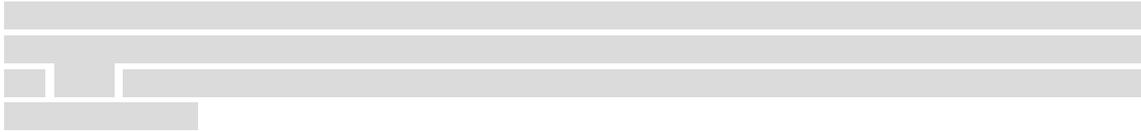
[Redacted text block]

D. Possible ways ahead and possible timelines

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]



Contact(s): [redacted] (CNECT.F1), tél.: [redacted]
Pour le droit d'auteur: [redacted] – tél [redacted]

Annexe 1: Lettre du Ministre de l'Espagne pour l'Industrie, Energie et Tourisme, M José Manuel Soria López.

Annexe 2: Digital Economy and Society Index 2015 - Country Profile - Spain

¹ On average in 2008-2010 (source: European Patent Office - Office for Harmonization in the Internal Market, *Intellectual property rights intensive industries: contribution to economic performance and employment in the European Union*, September 2013).